
Sylvain Brunier. Le Bonheur dans la modernité (conseillers agricoles et agriculteurs, 1945-1985)

Jean-Paul Bourdon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/7636>

DOI : 10.4000/economierurale.7636

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 2020

Pagination : 95-97

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Jean-Paul Bourdon, « Sylvain Brunier. Le Bonheur dans la modernité (conseillers agricoles et agriculteurs, 1945-1985) », *Économie rurale* [En ligne], 371 | janvier-mars 2020, mis en ligne le 27 mars 2020, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/7636> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.7636>

© Tous droits réservés

Sylvain BRUNIER

Le Bonheur dans la modernité (conseillers agricoles et agriculteurs, 1945-1985)

Lyon, Éditions ENS, 2018, 286 p.

C'est le destin de la plupart des métiers de naître, de s'organiser, de se faire reconnaître, de devenir si possible une force, puis de disparaître lentement, cette vie s'étalant souvent sur plusieurs siècles ou plusieurs décennies. Au XX^e siècle, la durée de vie de certains métiers fut parfois beaucoup plus courte. C'est le cas des « conseillers agricoles », dont l'histoire est retracée ici avec grand talent par Sylvain Brunier, chargé de recherche au Centre de sociologie des organisations (SciencesPo/CNRS). Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat d'histoire, soutenue en 2012 à l'Université de Grenoble. L'auteur est aussi co-organisateur depuis 2013 des fameux « Ateliers de lecture » présentés à l'EHESS lors de séminaires très suivis par les jeunes chercheuses et chercheurs de tout le pays ; ateliers qui proposent de revenir sur les travaux, anciens ou actuels, d'un chercheur en histoire ou sociologie rurales (<https://enseignements-2018.ehess.fr/2018/ue/2774/>).

Dans cet ouvrage, l'auteur se propose d'analyser comment le groupe professionnel des conseillers agricoles, qui émerge au cours des années 1950-1960, a cherché à se stabiliser, puis s'est effacé progressivement devant la fragmentation croissante de l'offre de conseil à partir du milieu des années 1970. Que s'est-il passé ? Pourquoi cette émergence, pourquoi cette disparition ?

L'ouvrage en expose l'histoire méticuleusement en cinq chapitres qui sont autant de périodes cruciales : 1945-1953 (« Mettre le conseil au centre des politiques de modernisation agricole »), 1953-1959 (« L'invention du métier de conseiller agricole, entre prescription technique et mobilisation politique »),

1960-1971 (« La professionnalisation inachevée des conseillers agricoles »), 1972-1980 (« Des conseillers aux agents de développement agricole ») et enfin 1981-1985 (« Un "héritage sans testament" : les recompositions du travail de conseil »).

Qui sont ces conseillers ? Ils sont sélectionnés par les responsables professionnels agricoles parmi un ensemble de techniciens « pour leurs capacités d'adaptation, leur connaissance pratique du monde agricole, et leur esprit d'initiative ». De ce fait, ils vont faire leur le projet modernisateur de l'après-guerre, s'investir professionnellement et personnellement dans sa mise en œuvre, tout en essayant de conquérir une autonomie collective. Le fait d'avoir privilégié le recrutement de candidats d'origine agricole ou rurale, ayant une connaissance pratique du fonctionnement des exploitations agricoles modestes, a permis d'établir rapidement un rapport de confiance entre le conseiller et les agriculteurs. Au lieu d'imposer la modernisation par la planification, on a cherché à « gouverner » les agriculteurs de l'intérieur par des intermédiaires issus le plus souvent de leur milieu. Ainsi, ces « missionnaires » du progrès se sont retrouvés aussi pris au piège de leur relation affective avec les agriculteurs.

Ils étaient pour la plupart salariés des organisations professionnelles agricoles, techniciens dans le secteur para-agricole, avec des niveaux de formation différents, des ingénieurs côtoyant ceux qui étaient issus des filières de « promotion sociale » qui permettaient d'accéder à la formation de conseiller sans être titulaire d'un Brevet de technicien agricole (BTA). Ce sont surtout de jeunes hommes entre 25 et 29 ans. On rencontre peu de femmes, mais Sylvain Brunier leur redonne néanmoins toute leur place (il leur avait déjà consacré en 2013 un film documentaire avec Chloé Pons : *Le Nom des fleurs* : <https://www.youtube.com/watch?v=PRoeduPssxA>) et insère des photos de conseillères (pp. 124-132). Ces

« intermédiaires » vont prôner la « promotion des exploitations familiales ».

Le premier chapitre rappelle l'atmosphère particulière à la Libération où le mot d'ordre des gouvernements issus de la Résistance, des hauts fonctionnaires et des agronomes est : modernisation de l'agriculture ou la mort. En 1946, René Dumont, mandaté par le Commissariat du plan de modernisation et d'équipement, visite la moitié est des États-Unis afin de repérer « ce que les Français pouvaient apprendre des Américains en matière d'organisation du travail agricole ». De retour, il réclame un changement radical de politique, qui privilégie une « haute industrialisation » plutôt qu'une lutte désespérée contre l'exode rural » (p. 330, « Les leçons de l'agriculture américaine »).

Les grandes organisations professionnelles agricoles font profil bas dans un premier temps, car elles se demandent quel avenir leur réservent les gouvernements de gauche qui nationalisent de nombreux secteurs d'activité, Tanguy-Prigent, le ministre de l'Agriculture, étant membre de la SFIO. Elles s'endurcissent à partir du moment où les ministres communistes sont exclus du gouvernement par Daladier, président du Conseil, le 5 mai 1947. Les gouvernements se tournent alors de plus en plus vers les États-Unis et l'économie libérale en s'inspirant des méthodes d'organisation et de management de ce pays, plutôt que vers l'URSS et la généralisation des grandes structures agricoles.

Dans le même temps, l'Association générale des producteurs de blé (AGPB) souhaite que la France devienne une puissance agricole exportatrice. En 1950, elle est la première à lancer l'idée de « villages témoins » pour relever le niveau technique des exploitations à faible rendement. Opération financée par le Fonds national de progrès agricole (FNPA), alimenté par une taxe sur les filières agricoles. Les fermes de ces villages témoins sont assistées par un

technicien mis à leur disposition – nos conseillers. René Dumont soutient ces villages-témoins en précisant que l'agent technique doit devenir un « agronome moderne ».

Cependant, l'organisation des céréaliers n'est pas seule dans ce vaste mouvement de modernisation générale. D'autres partisans du projet modernisateur se manifestent et entrent en concurrence pour contrôler l'embauche des futurs conseillers : les services agricoles du ministère, la FNSEA, les Chambres d'agriculture, les industriels de l'Association pour l'encouragement à la productivité agricole (APEP) et les Centres d'études techniques agricoles (CETA).

Pour faire pièce à l'AGPB, les Chambres d'agriculture lancent, elles aussi, des zones témoins et veulent garder la maîtrise de la nomination de « l'agent technique ». Cependant, les conseillers agricoles employés par les Chambres d'agriculture sont minoritaires par rapport aux agents des firmes commerciales et aux vulgarisateurs de la direction des Services agricoles (DSA). Car les Services agricoles ont lancé, aux aussi, le dispositif des « Foyers de progrès agricole » (FPA), inspirés du modèle américain.

Fin 1950, la FNSEA tente de se faire passer comme la seule capable de s'opposer aux visées de l'administration sur la vulgarisation et propose une nouvelle répartition des tâches entre toutes les organisations, ce qui est refusé par les Chambres d'agriculture qui restent en position de force : elles ont les moyens de salarier des agents techniques (les conseillers) et font comprendre qu'elles tiennent une position intermédiaire entre le ministère de l'Agriculture et la FNSEA.

En 1959, une série de décrets opère une première reconnaissance officielle du métier de conseiller. Malgré cela, les conseillers trop proches à la fois de leurs employeurs et des agriculteurs ne peuvent s'affirmer comme un groupe professionnel autonome. De plus, ils

sont concurrencés davantage d'année en année par sept autres types de techniciens : contrôleurs laitiers, contrôleurs de croissance, inséminateurs, démonstrateurs, agents technico-commerciaux, représentants de commerce, contrôleurs des Services agricoles.

Malgré un texte officiel fixant les modalités d'un concours de recrutement et l'établissement d'un diplôme d'État reconnaissant leur métier de conseiller agricole, aucune promotion n'est possible. Au début des années 1970, la remise en question de la politique du développement agricole les déstabilise : la primauté est accordée à la performance économique, la promotion des exploitations familiales est abandonnée. On pense désormais en filières commerciales. En 1982, le groupe professionnel des conseillers agricoles n'a plus de consistance véritable. La profession reste sans mémoire. Les « cadres collectifs nécessaires à la transmission de cette mémoire » ont manqué « car la volonté de transmettre, elle, existait bien ». Le travail minutieux et subtil de Sylvain Brunier permet de faire revivre cette histoire particulière et en constitue désormais la mémoire.

Dans sa conclusion d'une douzaine de pages, l'auteur, s'appuyant sur Paul Veyne, propose un bilan de sa recherche. Il se demande : « Qu'est-ce que la mise en évidence du rôle pivot des conseillers agricoles dans le processus de modernisation nous a permis d'observer et d'analyser ? » Comment expliquer l'intensité de l'investissement des conseillers dans la promotion des petits et moyens agriculteurs ? Sylvain Brunier leur suppose

« une tournure d'esprit » analogue à celle de la *métis* des Grecs, l'intelligence par la ruse : « En introduisant la notion de plaisir à triompher des obstacles, l'analogie avec la *métis* donne une explication possible de l'intensité de l'investissement des conseillers et des conseillères agricoles au service de la promotion sociale de la petite et moyenne paysannerie en voie de modernisation » (p. 250).

Longtemps moqués et méprisés au cours des siècles non seulement par l'ensemble de la société non paysanne, mais aussi par les agronomes de tout bord pour leur inculture et le manque de productivité, les agriculteurs accèdent enfin « à une plus grande reconnaissance de la part du corps social », grâce à cet élan collectif vers la modernisation et la poursuite du productivisme qui s'est manifesté à la Libération et prolongé bien après. Las ! C'est lorsqu'ils ont atteint ces buts que le corps social, choqué par les dégâts environnementaux causés par le productivisme, s'est à nouveau retourné contre les exploitants agricoles.

Sylvain Brunier se demande justement si « les opposants à l'industrialisation de l'agriculture [n'auraient pas] tout intérêt à se réapproprier la notion de progrès et le potentiel de mobilisation qu'elle enferme » pour conclure par cette question fort pertinente : « l'écologisation de la politique agricole » ne serait-elle pas plus avancée si les agriculteurs disposaient de conseillers agricoles qui leur permettraient d'aller dans ce sens ? ■

Jean-Paul BOURDON
INRA, Département d'économie
et de sociologie rurales